

Les femmes en résistance aux agressions des minières

PAR DIANA POTES
TRADUCTION PAR ÉVA MASCOLO-FORTIN

Le 1^{er} juin dernier, un atelier portant sur le thème « Les femmes en résistance aux agressions des minières¹ » s'est tenu à Montréal dans le cadre des audiences du Tribunal permanent des peuples (TPP) sur l'industrie minière canadienne en Amérique latine. Plusieurs cas d'Équateur, de Colombie et du Québec furent présentés dans l'objectif d'apprendre au sujet des luttes des femmes touchées par les impacts de l'industrie et de leur rôle dans le processus de résistance. Ce n'était pas la première fois que ce thème était discuté à Montréal. Plusieurs de celles qui étions réunies à cette occasion avions déjà organisé et participé à des activités similaires dans les trois dernières années, lors desquelles nous avons pu constater que dans plusieurs régions du monde, les femmes s'organisent et jouent un rôle de premier plan dans la résistance aux projets miniers et extractifs en général.

POURQUOI FAIRE UNE ANALYSE
DIFFÉRENCIÉE DES IMPACTS DES
MÉGAPROJETS EXTRACTIFS SUR LA VIE
DES HOMMES ET DES FEMMES?

L'exploitation minière, ou toute autre activité extractive réalisée à grande échelle, génère des conséquences qui affectent la vie quotidienne de l'ensemble de la population d'une communauté, transformant les relations avec la nature, les relations de travail, les liens communautaires et les rôles des personnes. Les mégaprojets provoquent des changements majeurs aux niveaux social, économique, politique et culturel. Ces changements profonds ne se manifestent pas de manière homogène selon le genre, l'âge, la classe sociale, le niveau socioéconomique, l'appartenance ethnique ou le fait de vivre en milieu rural ou urbain. Les impacts diffèrent

aussi en fonction du type d'opérations – type de minerai, échelle et intensité de l'exploitation, existence ou non d'activités minières antérieures dans la communauté – ainsi que du cadre légal et juridique en vertu duquel est menée l'extraction.

Dans les dernières décennies, une réflexion s'est développée au sein des processus de résistance sur les formes que prennent les impacts des activités extractives sur la vie des femmes. L'invisibilisation des rôles des femmes dans leurs communautés et de leurs actions pour dynamiser des transformations spécifiques des relations sociales a été combattue pour une perspective plus consciente des rôles et impacts différenciés selon le genre, dans chaque contexte particulier. Explorer les liens entre les femmes et le territoire – communauté, femmes et subsistance économique, femmes et culture fut décisif pour générer de nouvelles perspectives sur les changements irréversibles qui se produisent dans les économies communautaires-familiales et dans les relations de solidarité et d'identité. Considérant que les regards masculins – qui souvent ne parviennent pas, ou ne sont pas intéressés à percevoir le rôle de la femme et les relations sociales qui y sont reliées – ont généralement primé dans les évaluations institutionnelles et même dans les processus de résistance, les femmes elles-mêmes ont dû commencer à dénoncer les impacts négatifs vécus et ressentis et à expliquer comment ces impacts, loin d'être exclusifs, reflètent des changements radicaux dans les modes de production et de reproduction des communautés.

Ceci ne signifie pas que les femmes n'étaient auparavant pas affectées par les mégaprojets extractifs, ni qu'elles participent davantage aujourd'hui dans les luttes. Ce



qui est manifeste, c'est plutôt un renforcement des processus d'organisation des femmes et un changement dans le regard porté sur ces réalités, qui ont eu pour effet de prendre en compte et de faire ressortir la position et la situation des femmes dans celles-ci. Pour rendre possible ce déplacement du regard, les apports des courants féministes qui ont imprégné les organisations sociales et communautaires, notamment, ont été déterminants et ont fourni des outils pour que les femmes documentent leurs réalités.

AUTRES REGARDS, AUTRES ANALYSES

On voit aussi depuis quelques décennies l'incorporation de la « perspective de genre » dans les discours des organismes multilatéraux les plus influents au niveau global. Ceci s'accompagne d'une volonté de « promouvoir » ce que ces institutions nomment l'« égalité de genre » et un « accès égalitaire au développement ». Comme on le sait, le regard féministe, dans toute son hétérogénéité, a imprégné l'ensemble des sphères de la vie moderne. Les discours institutionnels contemporains incluent aujourd'hui une « dimension transversale du genre ». Cela mène minimalement à se conformer aux exigences d'une vision « politiquement correcte » en intégrant dans l'analyse un chapitre sur l'« importance » de la femme. En lisant ces types d'analyses néanmoins, ce n'est pas toujours clair de voir la finalité derrière cette importance désignée de la femme : est-elle importante pour rendre nos sociétés plus justes ou pour l'économie?

Le rapport « Dimensions de genre dans les industries extractives: les pour l'équité »², réalisé en 2009 par la Banque mondiale, est un exemple de cette tendance. Le rapport explore la manière dont les hommes et les femmes sont touchés par l'industrie extractive, et comment ces effets se répercutent dans le développement des communautés et la productivité des opérations extractives. Le paragraphe suivant illustre bien la « perspective de genre » dont la Banque mondiale fait la promotion auprès des entreprises minières : « *Les entreprises dotées d'engagements de responsabilité sociale des entreprises et de développement durable souhaitent, à travers de leurs investissements, favoriser des changements dans les indicateurs de développement. En outre, à mesure que la responsabilité sociale de l'entreprise prend de l'importance pour les actionnaires et pour le public, les études démontrent que de prendre en considération les enjeux sociaux peut être un facteur important en matière de réputation. Investir dans les femmes et assurer leur apport dans le processus de consultation est un prérequis nécessaire pour des investissements effectifs et efficaces, qui donnent des résultats sur le développement, ainsi que pour la construction d'un capital de réputation. Récolter et incorporer les visions des femmes peut réduire le temps investi pour répondre aux préoccupations des investisseurs et résoudre les conflits avec la communauté, permettant ainsi d'allouer davantage de temps aux opérations commerciales au centre des activités de l'entreprise* »³.

Dans cette perspective, prendre en compte les femmes est considéré important en termes de profits corporatifs et, dans la même lignée, pour le « développement des communautés ». L'importance de la femme est ici associée à la possibilité pour l'entreprise de rentabiliser une « bonne image » de responsabilité sociale. Celle-ci devient alors, tout comme les autres obligations sociales de l'entreprise, un enjeu de plus à considérer, c'est-à-dire un problème accessoire. Les suggestions et recommandations formulées dans le rapport pour les gouvernements, entreprises et concepteurs de politiques publiques relèvent du même registre.

Un nouveau rapport fut publié en 2013. « Investir dans l'emploi des femmes: bon pour les entreprises, bon pour le développement »⁴, est un document élaboré par WINvest, une société conjointe du Groupe de la Banque mondiale avec le secteur privé pour faire la promotion de l'emploi et intégrer les femmes dans des secteurs comme l'industrie minière, la construction et l'énergie. Le rapport souligne que l'investissement dans l'emploi des femmes a donné lieu à une productivité accrue, une plus grande fidélité du personnel et à un meilleur accès au talent. On y présente des exemples concrets d'entreprises qui ont suivi ces recommandations et mis en place des initiatives adaptées pour les femmes – par exemple la création d'emplois qui leur sont destinés, des programmes de formation, un appui pour les services de garde et les services de santé – et dont le rendement d'entreprise a augmenté en conséquence.

La vision de la femme qui s'en dégage montre clairement comment le discours néolibéral s'est approprié, à sa manière, des débats sur une analyse différenciée de genre et d'éléments du discours féministe pour faire la promotion de politiques néolibérales. Partant de l'idée selon laquelle l'« inclusion » de la femme dans le marché du travail est l'élément déterminant pour que les femmes puissent exercer leur droit au « développement » dans des conditions d'égalité avec les hommes, on considère ici le travail salarié comme le moyen pour les femmes d'aspirer à l'« égalité des chances » et, finalement, de « s'émanciper ».

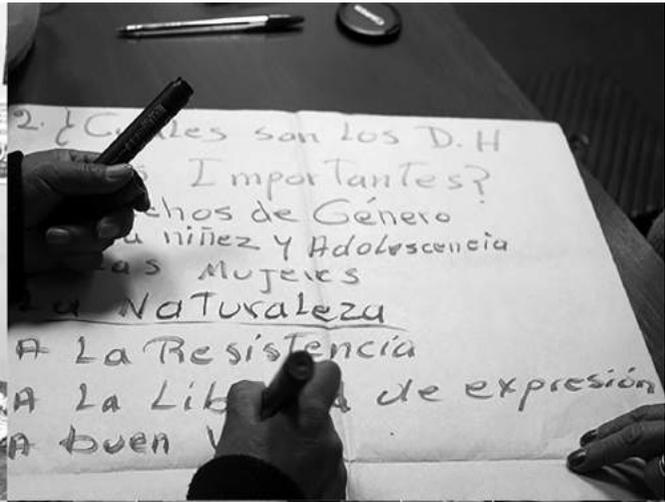
Des féministes telles que Silvia Federici nous mettent en garde contre ce type de réflexions, soulignant que c'est une illusion de penser que le travail salarié puisse libérer les femmes : il est notoire

que le travail salarié n'a jamais libéré personne, et que dans le domaine du travail, viser l'égalité par rapport aux hommes signifie rechercher la même exploitation capitaliste que subissent ceux-ci. Silvia Federici affirme ainsi que

« [L]’idée de la libération est d’atteindre l’égalité des chances avec les hommes, mais elle est fondée sur un malentendu fondamental sur le rôle du travail salarié dans le capitalisme. Nous voyons à présent que ces espoirs d’une transformation complète étaient vains. En même temps, nous constatons effectivement que de nombreuses femmes ont obtenu plus d’autonomie à travers du travail salarié. Il s’agit cependant d’une autonomie accrue par rapport aux hommes, pas par rapport au capital. Ceci a permis à plusieurs femmes de subvenir elles-mêmes à leurs besoins, ou bien d’obtenir un emploi alors que leur partenaire n’en avait pas. D’une certaine manière, cela a changé les dynamiques dans les foyers, mais en général, cela n’a pas changé les relations entre les hommes et les femmes. Et, surtout, cela n’a pas changé les relations entre les femmes et le capitalisme : parce que maintenant les femmes ont deux emplois et ont encore moins de temps pour, par exemple, lutter et prendre part à des mouvements sociaux ou politiques »⁵.

C'est en relation à cette discussion que les dénonciations et les analyses présentées par les femmes durant l'atelier prennent toute leur mesure. Il va sans dire que la perspective de celles-ci contraste énormément avec celle des études publiées par les organisations multilatérales et institutions financières internationales. Autant les rapports cités que, par exemple, les études d'impact environnemental élaborées par les entreprises assument une perspective de genre déterminée et une vision de la nature qui les empêchent de comprendre la signification réelle du territoire – dans son intégrité physique et culturelle/sociale – pour les communautés et le rôle des femmes dans les dynamiques communautaires que les projets extractifs viennent bouleverser, voire détruire. Enfin, leur objectif consiste à favoriser les intérêts des entreprises extractives et l'« investissement social ». Dans cette optique, atténuer et remédier aux impacts se fait en fonction des présupposés de ces entreprises, pour ne pas mettre en jeu la viabilité financière des projets.

Plusieurs des réflexions présentées traversent les contextes régionaux, au-delà des particularités de



chacun. Dans le cas de l'Équateur, nous constatons des situations également visibles en Colombie. Par exemple, il fut question de l'importance « de souligner que la souveraineté alimentaire des peuples repose en grande partie sur les activités réalisées par les femmes; de valoriser le travail des femmes dans la production d'aliments et la gestion des petites unités productives et parcelles familiales; et de souligner que les femmes ont joué le rôle de gardiennes des semences et de cultivatrices, prenant en charge l'agriculture familiale, espace de vie et moyen de subsistance de leurs familles ». Également, elles sont au cœur du « soin des plantes médicinales (...) qui permet aux familles d'être indépendantes dans le soin de leur santé ».

Il fut spécifiquement signalé que dans un contexte d'exploitation minière, les femmes sont les plus vulnérables à la perte de leurs terres et de leurs espaces. Le modèle extractif génère par ailleurs une « plus grande dépendance économique vis-à-vis de l'homme. Lorsque la principale activité économique d'une communauté devient l'activité minière, certains rôles et positions des hommes sont automatiquement renforcés à l'intérieur de la

communauté et de la famille ». De plus, « quand les hommes vont travailler à la mine, les femmes doivent assumer, en plus des tâches qu'elles avaient l'habitude de réaliser en relation au travail productif, les tâches que les hommes cessent de pouvoir accomplir ». S'ensuit la généralisation d'une situation dans laquelle les femmes, une fois privées des activités productives auparavant réalisées telles que l'agriculture, vont se dédier à des activités liées à la mine mais non centrales dans les opérations de celle-ci, dans une économie basée sur des « services collatéraux ».

En Colombie, la situation particulière de violence liée au conflit armé interne se voit exacerbée par l'arrivée d'entreprises minières sur les territoires et les conflits qui en découlent. Une corrélation a été démontrée entre la violation des droits humains des leaders communautaires se mobilisant contre les projets extractifs par des groupes armés légaux et illégaux et les pressions exercées par les entreprises pour accéder à des concessions minières. Dans ce cas, s'ajoutent aux impacts identifiés en Équateur des impacts propres au contexte colombien, incluant, entre autres, des violations des droits



Photo : Gilles Pilette

LINA SOLANO, DU FRENTE DE MUJERES DEFENSORAS DE LA PACHAMAMA, ÉQUATEUR, LORS DE SA PRÉSENTATION AU TPP.

Lorsque la principale activité économique d'une communauté devient l'activité minière, certains rôles et positions des hommes sont automatiquement renforcés à l'intérieur de la communauté et de la famille

humains des femmes en situation de guerre, le recours au corps de la femme comme arme de guerre et le recrutement forcé.

Parmi les nombreuses réflexions esquissées par les femmes autochtones du Québec affectées par des opérations minières se trouve la critique face aux études d'impact des entreprises : « *les quelques études existantes reflètent une vision masculine du territoire. Elles montrent pour la plupart les impacts négatifs sur le territoire, mais abordent celui-ci à partir des perceptions et du vécu des hommes (...)* par exemple, on a documenté l'impact des mines sur la réduction de la population de caribous qui, bien qu'elle affecte l'ensemble de la communauté, est un thème qui relève généralement des hommes, en charge de la pratique de la chasse (...). On ne prend pas en compte les impacts sur les plantes médicinales, par exemple, qui font partie du domaine des femmes ». De plus, la participation des femmes dans le dialogue « communauté-entreprise » est précaire, sinon nulle. « *Au Québec, il est fréquent que pour développer des projets extractifs, les entreprises entrent en négociation avec les chefs des 'conseils de bande', qui en majorité sont des hommes* ».

Le point central sur lequel les femmes ont insisté est celui du changement profond que l'arrivée des entreprises extractives implique pour l'activité économique et le mode de vie des communautés. En privant les gens de leurs moyens d'existence et de subsistance, les mégaprojets entraînent un processus de prolétarianisation et une perte d'autonomie et d'indépendance pour les communautés. Plusieurs doivent se convertir en travailleurs salariés pour survivre, ou deviennent des chômeurs déracinés de leurs anciennes relations

de solidarité et de production de subsistance. Le fait que ces éléments d'analyse aient été construits, et continuent d'être construits, par les femmes mêmes qui ont vécu ces situations est très important pour une caractérisation fondée et différenciée, à partir d'une position souvent maintenue invisible. Mais avant tout, cela a permis de renforcer un regard propre, pour une analyse plus complète issue du point de vue des communautés elles-mêmes qui permette de faire face aux discours des entreprises. Ces réflexions nous amènent de nouveaux éléments pour la lutte que nous nous efforçons de mener, chacun et chacune depuis nos propres espaces et communautés.

Diana Potes a fait des études en anthropologie en Colombie, son pays d'origine, et est diplômée de l'UQAM en éducation relative à l'environnement. Diana a été responsable des actions urgentes du CDHAL de 2009 à 2013. Vivant présentement en Colombie, elle est engagée dans la communication alternative, la lutte féministe, anti-minière et la défense de rivières.

- 1 Cet atelier fut organisé par Femmes de diverses origines (FDO), l'Alliance internationale des femmes (IWA) et le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL).
- 2 Banque mondiale, *Dimensiones de género de las industrias extractivas: haciendo minería para la equidad*, 2009.
- 3 Traduction libre, *ibid.*
- 4 Consulter le document (en anglais). International Finance Corporation (IFC), *Investing in Women: Good for Business, Good for Development*, 2013: www.ifc.org/wps/wcm/connect/5f6e5580416bb016bf1bf9e78015671/InvestinginWomensEmployment.pdf?MOD=AJPERES
- 5 Entrevue avec Silvia Federici. Ana Requena Aguilar, « Es un engaño que el trabajo asalariado sea clave para liberar a las mujeres », *El Diario.es*, Madrid, 5 mai 2014: www.eldiario.es/economia/engano-trabajo-asalariado-liberar-mujeres_0_262823964.html.